

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Métropole de Lyon

Police de la circulation

Extrait du registre des arrêtés du Président

Commune de SAINT CYR AU MONT D'OR

Arrêté temporaire n°69M-2023

Chaussée rétrécie

Place Lassalle, rue pasteur, chemin du Grimpillon, rue Reynier, place de la République, place Général de Gaulle et avenue Gambetta

Du 03 juillet 2023 au 06 octobre 2023

Le Président de la Métropole de Lyon

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.3642-2, L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en 1997 et révisé en 2005 ;

Vu l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

Vu la demande formulée par l'entreprise SERFIM TIC en date du 15 juin 2023 ;

Considérant que des travaux de tirage et raccordement de la fibre optique doivent être effectués, il est nécessaire de réglementer la circulation dans les rues impactées :

Arrête

Article 1. – l'entreprise SERFIM TIC est autorisée à rétrécir la chaussée place Lassalle, rue pasteur, chemin du Grimpillon, rue Reynier, place de la République, place Général de Gaulle et avenue Gambetta :

Du 03 juillet 2023 au 06 octobre 2023

Article 2. - Le demandeur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer le passage et la libre circulation de tous les véhicules par la mise en place d'un alternat manuel. La police municipale se réserve le droit de demander l'installation de feux de chantier pour des raisons de sécurité et/ou de fluidification de la circulation.

La mise en place de la signalisation sera assurée par le demandeur

Article 3. - Le demandeur demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux biens du fait de l'autorisation qui lui est accordée.

Article 4. - Tout manquement au présent arrêté entrainera son annulation.

Article 5. - Le présent arrêté sera transmis à :

- SERFIM TIC
- Grand Lyon Métropole – Service Voirie

Article dernier

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Lyon, le 22/06/2023

Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon
Vice-Président délégué à la voirie et aux
mobilités actives